



LE CENTRE D'EXCELLENCE
sur les systèmes ESEC

CENTRE OF EXCELLENCE
for CRVS Systems

APERÇU

DES SYSTÈMES D'ENREGISTREMENT ET DE STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL AU

CAMBODGE

Nous Soutenons le



MÉCANISME DE
FINANCEMENT
MONDIAL



Get
every one
in the picture

Informations sur le programme

Au sujet du Centre d'excellence sur les systèmes ESEC

Hébergé au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) est un centre international de savoir et de ressources qui appuie activement les efforts nationaux visant à élaborer des systèmes ESEC efficaces et intégrés. Le Centre collabore avec des organisations et des experts, afin de faciliter l'accès à l'information et à l'expertise, notamment aux normes, aux outils, aux données de recherche et aux bonnes pratiques à l'échelle mondiale.

Le Centre d'excellence a été créé grâce à la contribution financière d'Affaires mondiales Canada et du CRDI, et apporte lui-même une contribution directe au travail du Mécanisme de financement mondial, une importante plateforme de financement de la Stratégie mondiale pour la santé de la femme, de l'enfant et de l'adolescent du Secrétaire général des Nations Unies.

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

Dans le cadre des activités du Canada dans les secteurs des affaires étrangères et du développement, le CRDI investit dans le savoir, l'innovation et les solutions afin d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement. Le CRDI collabore avec de nombreuses parties prenantes, notamment des organisations de la société civile, des instituts de recherche sur les politiques publiques, des organismes régionaux et des services gouvernementaux afin d'encourager la croissance, de réduire la pauvreté et de susciter des changements positifs à grande échelle.

Publié par le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC), avec la contribution de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). Le présent article a été rédigé par Zoran Đoković, consultant pour le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil.

Centre de recherches pour le développement international
CP 8500
Ottawa (Ontario) Canada
Courriel : esec@crdi.ca
www.systemesESEC.ca

© Centre de recherches pour le développement international 2020

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier et technique du Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil. Hébergé au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), il est financé conjointement par Affaires mondiales Canada et le CRDI. Les opinions qui y sont exprimées ne représentent pas nécessairement celles d'Affaires mondiales Canada, du CRDI ou du Conseil des gouverneurs de ce dernier.

Veuillez visiter systemesESEC.ca/apercus-de-pays pour voir la version la plus récente de ce profil, ou bien pour consulter les profils publiés d'autres pays.



Table des matières

Informations sur le programme	ii
Introduction	2
Bref profil du pays	2
Ampleur des systèmes ESEC	3
Cadre législatif	4
Gestion, organisation et fonctionnement	4
Système de statistiques de l'état civil	6
Statistiques de l'état civil	6
Causes de décès	6
Numérisation	7
Informatisation	7
Registre de la population	8
Échange avec les autres secteurs et activités	9
Initiatives d'amélioration et soutien externe	9
Plan d'amélioration et budget	9
Soutien des partenaires du développement	10
Conclusion	11
Ressources	12
Sites Web	12
Documents supplémentaires	12
Notes	13

Introduction

Le présent rapport vise à donner un aperçu du système d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) au Royaume du Cambodge.

L'information est basée sur une revue de documents accessibles au public qui portent sur le système ESEC au Cambodge. Le rapport présente, entre autres, les éléments suivants :

- de l'information générale au sujet du pays;
- une sélection d'indicateurs pertinents pour l'amélioration du système ESEC;
- les activités des parties prenantes;
- les ressources disponibles et nécessaires pour renforcer les systèmes ESEC.

Bref profil du pays

Le Royaume du Cambodge est situé dans la partie méridionale de la péninsule d'Indochine, en Asie du Sud-Est. Il est bordé par la Thaïlande au nord-ouest, par le Laos au nord-est, et par le golfe de Thaïlande au sud-ouest.

Cambodge



Avertissement : Les frontières, ainsi que les noms et désignations employés sur cette carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation de la part des Nations Unies.

- Superficie : 181 035 km²
- Population : 16 486 542
- Capitale : Phnom Penh
- Langue de travail officielle : Khmer
- Ministère responsable de l'état civil : Ministère de l'Intérieur
- Agence d'enregistrement de l'état civil : Département général de l'identification
- Office national des statistiques : Institut national de la statistique

Ampleur des systèmes ESEC

Naissances

Exhaustivité de l'enregistrement des naissances	90 % (2018) ¹
Enfants de moins de 5 ans dont la naissance a été déclarée comme ayant été enregistrée	73 % (2014) ²
Proportion des naissances avec l'assistance d'un professionnel de la santé qualifié	89 % (2014) ³
Pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans qui ont reçu des soins prénataux par un prestataire de soins de santé qualifié	75,6 % (2014) ⁴
Taux de couverture vaccinale du DTC1 chez les enfants d'un an	92 % (2018) ⁵
Taux brut de natalité (par 1 000 habitants)	22 (2018) ⁶
Taux de fécondité total (nombre de naissances vivantes par femme)	2,5 (2018) ⁷
Taux de fécondité chez les adolescentes (par 1 000 adolescentes âgées de 15 à 19 ans)	51 (2018) ⁸
Pourcentage de la population de moins de 15 ans	31 % (2012) ⁹

Décès

Exhaustivité de l'enregistrement des décès	46,9 % (2017) ¹⁰
Taux brut de mortalité (par 1 000 habitants)	6 (2018) ¹¹
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)	24 (2018) ¹²
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	28 (2018) ¹³
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)	160 (2017) ¹⁴

Mariages et divorces

Taux d'enregistrement des mariages	Non disponible
Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 15 ans	2 % (2014) ¹⁵
Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 18 ans	19 % (2014) ¹⁶
Taux d'enregistrement des divorces	Non disponible

Statistiques de l'état civil, y compris les données sur les causes de décès

Compilation et diffusion des statistiques de l'état civil fondées sur l'enregistrement	Non disponible
Causes de décès attestées par un médecin	Disponible

Système d'enregistrement des faits d'état civil

Cadre législatif

Au Cambodge, l'enregistrement des faits d'état civil a commencé en 1920 pendant le régime colonial français. Les registres d'état civil ont été complètement détruits sous le régime de Pol Pot (1975-1979), et jusqu'en 2002, il n'y a pas eu de législation normalisée sur l'enregistrement des faits d'état civil.

Le processus d'enregistrement a commencé en 2002 au Cambodge, mais jusqu'en 2004, seules 300 000 personnes (moins de 5 pour cent de la population totale) étaient enregistrées. La campagne mobile d'enregistrement des faits d'état civil menée par le ministère de l'Intérieur à l'échelle nationale en 2004 a permis d'enregistrer plus de 90 pour cent des naissances, soit 11 millions de personnes, en date de décembre 2006. Le cadre législatif a été mis à jour pour tenir compte de la nécessité de reconstituer les registres d'état civil et d'assurer le fonctionnement de l'enregistrement des faits d'état civil. Les principales lois qui régissent le processus d'enregistrement des faits d'état civil sont les suivantes :

- *Loi sur le mariage et la famille* (1989);
- *Loi sur la nationalité* (1996);
- Sous-décret n° 103 sur l'enregistrement des faits d'état civil (2000);
- Code civil (2007).

Le Cambodge est également en train de rédiger une *Loi sur l'enregistrement des faits d'état civil, les statistiques de l'état civil et l'identification*; cette loi comprendra un chapitre sur les statistiques de l'état civil. Bien que la rédaction et les consultations soient toujours en cours, les autorités prévoient que la loi pourrait être adoptée d'ici la fin de 2020. Parallèlement, le ministère de la Planification est en train de revoir la *Loi sur la statistique* de 2015.

Gestion, organisation et fonctionnement

L'enregistrement des faits d'état civil relève de la responsabilité du Département général de l'identification (DGI) du ministère de l'Intérieur.

Voici les autres ministères et organismes chargés de la notification et de l'enregistrement des données d'état civil :

- Département de l'enregistrement des faits d'état civil;
- Département des statistiques démographiques;
- Département de la carte d'identité khmère;
- Département des passeports;
- Département de la nationalité;
- Département de l'administration;
- Département des systèmes de gestion de l'information.

Mécanismes nationaux de coordination des systèmes ESEC

Le Comité directeur national pour le système ESEC et l'identification a été créé en février 2017; il est présidé par le ministre de l'Intérieur. Sa principale responsabilité est de faciliter la mise en œuvre du Plan stratégique national pour l'identification 2017-2026. Ce comité se réunit tous les six mois et rassemble huit ministères différents, dont le ministère de la Santé, le ministère de la Planification, le ministère de la Justice et le DGI. Au niveau du *sangkat* [de la *khum*] ou commune, il existe également le Comité communal pour les femmes et les enfants. Ce comité, composé de divers acteurs locaux actifs au sein du système ESEC, annonce les nouvelles naissances et rend compte sur d'autres questions lors des réunions mensuelles communales avec les dirigeants locaux.

Niveau administratif des centres d'enregistrement

Les bureaux des 1 646 communes (*sangkat*) [*khum*] du Cambodge font office de points d'enregistrement. Les chefs de commune agissent comme greffiers locaux en conformité avec les cadres législatif et administratif du système ESEC.

Outre le processus normal du système ESEC, quelques autres mécanismes permettent de recueillir des renseignements similaires. Ces systèmes de collecte de renseignements fonctionnent de manière relativement indépendante.

- La police communale tient un registre des familles dans lequel sont enregistrés les noms de tous les membres d'une famille, le nombre de personnes de moins de 18 ans, le nombre de nouvelles naissances et le nombre de migrants. La police envoie chaque mois ces renseignements au conseil communal et jusqu'au niveau du district.
- Les communes disposent également d'un registre du logement dans lequel sont enregistrés les naissances, les décès et les noms de toutes les personnes vivant au sein d'un ménage (qu'elles soient apparentées ou non).

En juin 2005, le DGI a estimé que les registres des familles couvraient 88 pour cent de la population, tandis que les registres du logement en couvraient 91 pour cent.

Accessibilité des services d'enregistrement des faits d'état civil

Aucune information disponible.

Enregistrement des faits d'état civil

Les certificats de naissance, de mariage et de décès sont généralement délivrés dans les trois jours suivant l'enregistrement.

Enregistrement des naissances

Le sous-décret n° 103 stipule que l'enregistrement des naissances doit être effectué dans les 30 jours suivant la naissance. La procédure d'enregistrement se déroule entièrement sur support papier.

- Les parents, un témoin ou une personne concernée peuvent enregistrer la naissance d'un enfant au bureau de la commune dans laquelle se trouve leur résidence permanente. Si l'enfant naît à l'hôpital, ils doivent fournir le formulaire de notification de naissance délivré par l'hôpital. Si l'enfant n'est pas né à l'hôpital, les parents doivent obtenir et présenter une lettre certifiée par le chef de commune qui atteste la naissance de l'enfant. En cas de retard dans l'enregistrement de la naissance, le père, la mère ou le tuteur doit s'adresser au tribunal provincial ou municipal concerné pour obtenir un jugement, puis présenter le jugement à l'officier de l'état civil de sa commune de résidence pour enregistrer la naissance.
- Après s'être assuré que toutes les pièces justificatives requises ont été fournies, l'officier de l'état civil inscrit les renseignements dans des registres d'état civil jumeaux (identiques). Le chef de commune délivre, signe et estampille le certificat de naissance.
- On tient deux registres. Le 1^{er} janvier de chaque année, on commence deux nouveaux registres jumelés qui sont clôturés le 31 décembre. Un des registres est envoyé au bureau de district avec le rapport annuel sur les naissances, les mariages et les décès. Le second registre est envoyé au bureau provincial, qui le transmet au DGI. Au DGI, les données sont numérisées et saisies dans la base de données du registre d'état civil central. Les deux registres servent de base à la délivrance de copies des certificats d'enregistrement.

Enregistrement des décès

Le processus d'enregistrement des décès fonctionne essentiellement de la même manière que le processus pour les naissances, mais les hôpitaux émettent moins souvent des formulaires de notification de décès que des formulaires de notification de naissance.

- Un décès doit être enregistré par des parents, un témoin ou une personne concernée dans les 15 jours suivant le décès. Comme c'est le cas pour les naissances, les décès doivent être enregistrés dans la commune de résidence permanente des personnes décédées.

Enregistrement des mariages

Aux fins de l'enregistrement des mariages, les hommes et les femmes qui souhaitent se marier demandent à l'officier de l'état civil de la commune de résidence de la femme l'autorisation de se marier.

- L'officier de l'état civil examine la demande pour s'assurer qu'elle remplit les conditions de la *Loi sur le mariage et la famille*. L'officier de l'état civil annonce publiquement la cérémonie de mariage prévue en affichant un exemplaire de l'autorisation au domicile de la femme et un autre exemplaire au bureau de la commune de résidence de la femme.
- Deux autres exemplaires de l'autorisation sont envoyés à l'officier de l'état civil de la commune où réside l'homme. Un exemplaire est affiché au domicile de l'homme et un autre au bureau de la commune.
- S'il n'y a pas d'objection, la cérémonie de mariage peut avoir lieu après 10 jours. Les mariages sont enregistrés dans le registre des mariages.

Arrière des naissances non enregistrées

Aucune information disponible.

Modèles de formulaires d'enregistrement

Modèle de certificat de naissance (formule) :

migra-info.org/wp-content/uploads/sites/191/2019/03/Birth-certificate.jpg

Frais d'enregistrement

En vertu d'une nouvelle ligne directrice émise en 2017, tout enregistrement d'un fait d'état civil est gratuit.

Système de statistiques de l'état civil

Statistiques de l'état civil

Le système de statistiques national couvre toutes les statistiques officielles et unités statistiques des ministères et des institutions gouvernementales. Outre l'Institut national de la statistique, 27 ministères et institutions gouvernementales, de même la Banque nationale du Cambodge, collectent et produisent des statistiques.

Le DGI collecte et traite des données statistiques sur la population et produit des données sur les statistiques de l'état civil à partir des données d'enregistrement. Des renseignements sur le nombre d'enregistrements de naissances, de décès, de mariages et d'étrangers, ventilés par province, district et commune, sont disponibles. Les données peuvent être ventilées par sexe mais non par âge. Aucun rapport n'est produit sur les statistiques de l'état civil.

Causes de décès

Les décès survenant dans les établissements de santé font l'objet d'un certificat médical de cause de décès, mais celui-ci ne répond pas aux normes internationales et n'est pas délivré systématiquement. Les praticiens de la santé inscrivent régulièrement la cause du décès dans

le registre des services de leur établissement. Ce registre est utilisé pour attribuer un code à la cause du décès, mais pas selon le système de la CIM-10. Ces renseignements codés sont rassemblés dans un rapport mensuel et saisis dans le système de gestion de l'information sur la santé en ligne, qui est utilisé dans plus de 1 000 établissements de santé publique.

Les établissements de santé ne sont pas obligés de déclarer les événements démographiques au DGI; peu d'établissements privés communiquent des données au DGI ou au ministère de la Santé. L'autopsie verbale n'est pas encore en place. Les registraires locaux consignent plutôt ces renseignements sur la base des comptes rendus de parents. En cas de mort suspecte, un médecin procède à une autopsie et consigne la cause du décès.

En 2017, le ministère de la Santé, avec le soutien de l'Organisation mondiale de la Santé, a commencé à utiliser une version simplifiée de la CIM-10 pour consigner les décès et les causes de décès. Deux hôpitaux nationaux et huit hôpitaux provinciaux ont été inclus dans le programme pilote.

Tableau 1. Renseignements recueillis sur les causes de décès.

Renseignements sur les causes de décès	Renseignements recueillis	
	Oui	Non
Pour les décès survenus dans un établissement de santé	X	
Pour les décès naturels survenus dans la collectivité	X	
Pour les décès non naturels survenus dans la collectivité	X	

Numérisation

Informatisation

Les systèmes ESEC sont fondés principalement sur des supports papier. Depuis l'adoption du Plan stratégique national pour l'identification en 2017, les processus opérationnels du système ESEC sont numérisés graduellement. Une fois la transition terminée, le système ESEC devrait être mieux intégré avec le système numérisé de délivrance des cartes d'identité nationales. Les données d'enregistrement feront partie du Système intégré d'identification de la population (IPIS).

Le processus numérisé de l'enregistrement des faits d'état civil s'articule autour d'applications Web qui peuvent être exécutées à partir d'ordinateurs autorisés dans les bureaux de l'état civil. Le Centre pour la gestion des données de l'état civil a récemment introduit une base de données en ligne, et les données sont stockées sur des serveurs infonuagiques d'Amazon. L'accès à partir de postes de travail individuels est limité par un nom d'utilisateur et un mot de passe; les données sont cryptées avant leur transmission. La numérisation a permis d'améliorer la satisfaction des clients, de réduire les délais d'attente, d'accélérer la délivrance des certificats et de mettre en place un système plus moderne et plus sûr. Ce système contribuera à éviter les doublons, à assurer un accès en temps réel et à améliorer les recherches des clients, et il permettra l'impression de certificats et facilitera la récupération, la compilation et la communication des données.

Services d'enregistrement en ligne dans les établissements de santé

La plupart des services sont fournis sur support papier, mais des travaux sont en cours pour les numériser. L'application Web de l'état civil a été mise à jour afin de pouvoir se connecter au système d'enregistrement médical des patients que gère le ministère de la Santé et de recueillir automatiquement les données médicales dans une notification médicale.

Application de la technologie mobile

Les technologies mobiles ne sont pas utilisées pour les processus d'enregistrement des faits d'état civil.

Numéro d'identification unique

Le Cambodge est en train de passer du système de la carte d'identité nationale khmère au système intégré d'identification de la population (IPIS) qui est proposé. Au plus tard en 2019, chaque personne devait se voir attribuer, au moment de l'enregistrement de sa naissance, un code d'identification personnel khmer (KIDC) qu'elle utilisera toute sa vie. Ce code est composé de 10 chiffres, dont un chiffre réservé, huit chiffres aléatoires et un chiffre de contrôle basé sur un algorithme mod 11. Le chiffre réservé est utilisé pour distinguer les étrangers en séjour temporaire et les étrangers qui travaillent des citoyens cambodgiens.

Registre de la population

L'IPIS assurera des renseignements fiables sur la population à l'échelle du pays ainsi qu'une identification unique pour chaque personne au Cambodge. Ce système est calqué sur un type de registre national de la population utilisé dans de nombreux pays du monde et repose sur l'idée que les données qu'il contient doivent être constamment mises à jour (de préférence en temps réel) à partir d'autres systèmes.

Les systèmes informatisés existants et émergents doivent encore être intégrés dans un IPIS unifié. Ces systèmes informatisés incluent les suivants :

- Système d'enregistrement et de statistiques de l'état civil;
- Système de gestion de la carte d'identité khmère;
- Système de gestion des passeports;
- Système de gestion résidentiel;
- Système de nationalité.

La conception de l'IPIS intègre tous les systèmes qui participent à l'enregistrement continu des renseignements relatifs à chaque membre de la population résidente d'un pays, ce qui permet de disposer de données à jour sur la taille et les caractéristiques de la population à des moments choisis dans le temps. Le système ESEC fait office de point d'enregistrement initial, où l'on crée un nouveau dossier pour une personne dans l'IPIS et où un nouveau code d'identification khmer (KIDC) est généré et attribué à cette personne.

Numérisation des données historiques d'état civil

Le DGI commence à transférer les archives papier vers le format numérique. En 2017, le Centre de gestion des données de l'état civil avait numérisé environ 6 millions d'enregistrements sur 16 millions.

Lien avec le système d'identification

Le Cambodge a connu plusieurs phases d'évolution de ses systèmes d'identification. L'enregistrement des faits d'état civil existait historiquement dans le pays, mais tous les registres ont été détruits sous le régime des Khmers rouges entre 1975 et 1979. Après une phase de reconstruction au début des années 1990, le Cambodge a mis au point un système d'identification fondamental appelé système de la carte d'identité khmère. Le système de la carte d'identité khmère est considéré comme la source

d'information la plus étendue et la plus précise en matière d'identification au Cambodge. Dans le pays, les personnes ayant atteint l'âge légal de 15 ans peuvent obtenir la carte d'identité khmère.

Le système de la carte d'identité khmère existante est évalué comme étant à un stade intermédiaire et s'articule autour d'un processus de déduplication solide, fondé sur la biométrie, et d'une carte à puce. Le gouvernement a rendu les certificats de naissance obligatoires pour la délivrance de la carte d'identité khmère. Les certificats de naissance fournis lors du processus d'inscription sont téléversés dans le système d'identification khmer, mais ils ne sont pas indexés. Il n'est donc pas possible de rechercher des entrées à l'aide d'un numéro d'enregistrement de naissance.

Le système de la carte d'identité khmère sera mis à jour avec des protections supplémentaires après son intégration à l'IPIS et au système ESEC. Cela permettra de relier les registres d'état civil et les dossiers de l'identité en utilisant le KIDC comme identifiant unique.

Échange avec les autres secteurs et activités

Une fois que l'IPIS sera opérationnel, différentes institutions pourront échanger et mettre à jour les renseignements sur les personnes. Jusque-là, les registres d'état civil sont utilisés à des fins juridiques pour prouver la nationalité et d'autres droits liés au droit de la citoyenneté et de la famille. Un certificat de naissance est une preuve d'identité obligatoire pour l'obtention de la carte d'identité khmère. Cette carte d'identité donne accès à d'autres services gouvernementaux et du secteur privé.

Initiatives d'amélioration et soutien externe

Plan d'amélioration et budget

Le Cambodge a commencé à mettre en œuvre le Plan stratégique national pour l'identification. Il a été élaboré de concert avec les ministères nationaux, la société civile, le secteur privé, les partenaires de développement et la communauté dans son ensemble pour « guider l'accélération des efforts du gouvernement visant à augmenter le taux d'enregistrement des naissances et l'identification au Cambodge ». Le plan comporte cinq objectifs stratégiques généraux, chacun ayant ses propres cibles intermédiaires :

- développer l'environnement juridique pour l'identification personnelle;
- mettre en place un système ESEC universel et réactif;
- mettre en place un système intégré d'identification de la population;
- lancer un système unifié de distribution des données;
- introduire des services électroniques.

Le système ESEC est mentionné dans le Plan national de développement stratégique du Cambodge 2014-2018. Dans le chapitre sur les principales politiques et mesures prioritaires, le rapport note la nécessité de « soutenir le renforcement du système d'enregistrement et de statistiques de l'état civil qui enregistre les événements démographiques tels que les naissances et les décès, ainsi que les causes de décès ». Le système ESEC est également mentionné dans la Politique démographique nationale du Cambodge 2016-2030, où le rôle du ministère de l'Intérieur est « d'améliorer le système d'enregistrement des faits d'état civil et de nouer des relations avec d'autres ministères de tutelle tels que le ministère de la Santé et le ministère de la Planification ».

Allocations budgétaires et besoins futurs

On s'attend à ce que le gouvernement du Cambodge assume les coûts de mise en œuvre du Plan stratégique national pour l'identification. Certaines estimations que le gouvernement a rendues publiques montrent que le coût de la mise en œuvre de l'IPIS sera d'environ 50 millions \$ US.¹⁷

Activités identifiées comme hautement prioritaires

Certaines des principales priorités sur lesquelles se concentre le gouvernement sont les suivantes :

- rédiger la *Loi sur l'enregistrement des faits d'état civil, les statistiques de l'état civil et l'identification*, et la soumettre à l'Assemblée nationale;
- rédiger des lois sur la modification juridique nécessaire à la création de l'IPIS;
- créer un système universel d'enregistrement de l'état civil basé sur la technologie de l'information et de la communication;
- créer un système de statistiques de l'état civil d'ici 2023;
- intégrer le système ESEC avec des systèmes auxiliaires pour l'échange de données d'ici 2024;
- mettre sur pied un centre de données moderne et sécurisé pour l'IPIS;
- mettre sur pied le registre démographique;
- moderniser et intégrer le système de la carte d'identité khmère avec l'IPIS;
- introduire des services électroniques d'ici 2025 pour une prestation de services efficace, transparente et axée sur le client.

Soutien des partenaires du développement

Les autorités cambodgiennes travaillent depuis longtemps avec des partenaires internationaux de développement qui les aident à améliorer l'enregistrement des faits d'état civil, les statistiques d'état civil et les services d'identification.

- S'appuyant sur un examen juridique réalisé précédemment par l'UNICEF, Bloomberg Philanthropies a apporté son soutien, dans le cadre de son programme Data for Health, à la rédaction d'un nouveau cadre législatif conforme aux meilleures pratiques internationales.
- La Banque asiatique de développement a apporté un soutien technique à la création d'un plan global pour la mise en œuvre du Plan stratégique national pour l'identification en 2016.
- L'organisme Plan International s'efforce de réduire les obstacles et de générer une demande pour l'enregistrement des naissances des enfants les plus marginalisés.
- L'UNICEF soutient le DGI pour faire l'essai pilote d'une application de suivi des fournitures d'état civil au niveau des communes.
- L'Organisation mondiale de la Santé soutient l'utilisation de la CIM-10 et de meilleurs certificats médicaux de décès.

Conclusion

Le Cambodge a fait des progrès remarquables en matière d'exhaustivité de l'enregistrement des naissances depuis que ses registres ont été complètement détruits dans les années 1970. Selon l'Enquête démographique et sanitaire du Cambodge, seulement 22 pour cent des enfants de moins de 5 ans étaient enregistrés en 2000, alors qu'en 2016, ce chiffre avait grimpé à 78 pour cent. Aujourd'hui, le taux d'enregistrement est presque universel. Cependant, l'enregistrement des décès est à la traîne. Les niveaux d'enregistrement sont encore plus faibles dans le cas des populations rurales, des minorités autochtones et ethniques, des enfants nés en dehors du lieu de résidence permanente de leurs parents, des enfants de migrants, des enfants nés dans des familles à faible niveau d'éducation, des enfants mis au monde par des accoucheuses traditionnelles, des personnes vivant dans des régions éloignées et en terrain montagneux, et des familles pauvres. Une loi exhaustive sur les systèmes ESEC et les systèmes de gestion de l'identité fait toujours défaut.

Bien que le système ESEC soit encore largement fondé sur des supports papier, une stratégie de refonte du système d'enregistrement est en cours. L'objectif est de mettre les services du système ESEC en conformité avec les bonnes pratiques mondiales. Cela signifie que les processus seront numérisés et intégrés à d'autres systèmes liés à l'identité légale afin de créer un registre de la population unifié. Ce processus devrait se traduire par une intégration plus étroite avec les systèmes d'information du secteur de la santé afin de faciliter le traitement des enregistrements des naissances et des décès. Si la vision stratégique est pleinement réalisée, des difficultés subsistent pour obtenir des financements. Le plus grand défi est le manque de solutions systémiques pour la communication en temps utile des données de l'état civil.



Ressources

Sites Web

Civil Registration and Vital Statistics in Asia and the Pacific: Cambodia. getinthepicture.org/country/cambodia

General Department of Identification, Ministry of Home Affairs. news.gdi.gov.kh

National Institute of Statistics.
nis.gov.kh/index.php/km

Documents supplémentaires

Asian Development Bank. 2016. Identity for Development in Asia and the Pacific.
adb.org/publications/identity-development-asia-and-pacific

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) des Nations Unies. 2014. Innovations for Civil Registration and Vital Statistics in Asia and the Pacific. getinthepicture.org/resource/innovations-civil-registration-and-vital-statistics-asia-and-pacific

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) des Nations Unies. 2017. Cambodia country profile. getinthepicture.org/resource/cambodia-country-profile

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) des Nations Unies. 2020. Cambodia CRVS Decade (2015–2024) Midterm Questionnaire. getinthepicture.org/resource/cambodia-crvs-decade-2015-2024-midterm-questionnaire

National Institute of Statistics, et al. 2015. Cambodia Demographic and Health Survey 2014. Phnom Penh, Cambodge et Rockville, Maryland (États-Unis). dhsprogram.com/publications/publication-FR312-DHS-Final-Reports.cfm

Royaume du Cambodge. 2000. Sub-decree on Civil Status (Civil Registration), No. 103 S-D/BK. skpcambodia.com/storage/uploads/files/Nationality_Immegration_Civil%20Registration/Sub-dree%20No103%20on%20Civil%20Registration-Eng.pdf

Royaume du Cambodge. 2016. Cambodia National Strategic Plan of Identification 2017–2026. getinthepicture.org/resource/cambodia-national-strategic-plan-identification-2017-2026

UNICEF. 2016. National Baseline on Civil Registration and Vital Statistics in Cambodia. getinthepicture.org/resource/national-baseline-civil-registration-and-vital-statistics-cambodia

Notes

- 1 Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) des Nations Unies. 2017. Cambodia (profil de pays). getinthepicture.org/sites/default/files/resources/Cambodia%20CRVS%20Country%20Profile.pdf
- 2 National Institute of Statistics, et al. 2015. Cambodia Demographic and Health Survey 2014. Phnom Penh, Cambodge et Rockville, Maryland (États-Unis). dhsprogram.com/publications/publication-FR312-DHS-Final-Reports.cfm
- 3 Banque mondiale. 2014. Naissances assistées par du personnel de santé qualifié (% du total) – Cambodia. donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.STA.BRTC.ZS?locations=KH
- 4 National Institute of Statistics, et al. 2015. Cambodia Demographic and Health Survey 2014. Phnom Penh, Cambodge et Rockville, Maryland (États-Unis). dhsprogram.com/publications/publication-FR312-DHS-Final-Reports.cfm
- 5 Banque mondiale. 2018. Immunisation, DTP, (% d'enfants âgés de 12 à 23 mois) – Cambodia. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.IMM.IDPT?locations=KH>
- 6 Banque mondiale. 2018. Taux de naissance, brut (pour 1 000 personnes) – Cambodia. donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.CBRT.IN?locations=KH
- 7 Banque mondiale. 2019. Taux de fertilité, total (naissances par femme) – Cambodia. donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.TFRT.IN?locations=KH
- 8 Banque mondiale. 2018. Taux de fertilité chez les adolescents (nombre de naissance par 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans) – Cambodia. donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.ADO.TFRT?locations=KH
- 9 Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Division de la population. 2012. Country population by age. unstats.un.org/unsd/demographic/products/indwm/Dec.%202012/1b.xls
- 10 Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) des Nations Unies. 2017. Cambodia (profil de pays). getinthepicture.org/sites/default/files/resources/Cambodia%20CRVS%20Country%20Profile.pdf
- 11 Banque mondiale. 2019. Taux de mortalité, brut (pour 1 000 personnes) – Cambodia. donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.CDRT.IN?locations=KH
- 12 Banque mondiale. 2018. Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes) – Cambodia. donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.IMRT.IN?locations=KH
- 13 UNICEF. 2018. Key Demographic Indicators. UNICEF Data: Monitoring the situation of children and women. data.unicef.org/country/khm
- 14 Banque mondiale. 2017. Ratio de décès maternel (estimation par modèle, pour 100 000 naissances vivantes) – Cambodia. donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.STA.MMRT?locations=KH
- 15 National Institute of Statistics, et al. 2015. Cambodia Demographic and Health Survey 2014. Phnom Penh, Cambodge et Rockville, Maryland (États-Unis). dhsprogram.com/publications/publication-FR312-DHS-Final-Reports.cfm
- 16 National Institute of Statistics, et al. 2015. Cambodia Demographic and Health Survey 2014. Phnom Penh, Cambodge et Rockville, Maryland (États-Unis). dhsprogram.com/publications/publication-FR312-DHS-Final-Reports.cfm
- 17 Chheng, N. 2017. New ID system set out. The Phnom Penh Post. phnompenhpost.com/national/new-id-system-set-out



LE CENTRE D'EXCELLENCE
sur les systèmes ESEC

CENTRE OF EXCELLENCE
for CRVS Systems

www.systemesESEC.ca



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada



IDRC • CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Nous Soutenons le



MÉCANISME DE
FINANCEMENT
MONDIAL

Canada